

Présenté par
Valérie PÉCRESSE
Présidente du conseil régional
d'Île-de-France

**PLAN D'URGENCE POUR LES LYCÉES FRANCILIENS : DES LYCÉES NEUFS ET RÉNOVÉS POUR
TOUS D'ICI 2027 - 7ÈME ANNÉE DE MISE EN ŒUVRE - 6ÈME RAPPORT**

Sommaire

EXPOSÉ DES MOTIFS	3
PROJET DE DÉLIBÉRATION	7
ANNEXES À LA DÉLIBÉRATION	11
Annexe 1 : Fiche Programme Cité scolaire à Gonesse	12
Annexe 2 : Convention de financement avec le Département du Val-d'Oise	18
Annexe 3 : Fiche Programme Lycée Paul Eluard à Saint-Denis	34
Annexe 4 : Protocole transactionnel avec la société SARMATES	39
Annexe 5 : Récapitulatif des affectations	41

EXPOSÉ DES MOTIFS

Dans le cadre de la septième année de mise en œuvre du plan d'urgence pour les lycées franciliens (PPI 2017-2027) voté par l'assemblée régionale par délibération n° CR 2017-59 du 10 mars 2017 et révisé par délibération n° CR 2021-012 du 4 février 2021, il est proposé à votre approbation, au titre du sixième rapport de l'année 2023, une opération de construction d'une cité scolaire, la rénovation énergétique d'un lycée, un protocole transactionnel, l'affectation d'autorisations de programme au titre des études et des travaux dans les EPLE et un mandat d'études préalables au lancement de nouvelles opérations.

1. Construction d'une cité scolaire internationale à Gonesse (95)

Dans le cadre du Plan Val-d'Oise porté par l'Etat, la future cité scolaire se présente comme une structure d'excellence dédiée au parcours du jeune, de l'enseignement secondaire au post-baccalauréat et combinant une ouverture internationale et une insertion réussie en cohérence avec son environnement économique.

Dans un contexte de forte pression démographique, l'établissement sera situé dans la ZAC du triangle de Gonesse et pourra accueillir 600 collégiens et 1 715 lycéens.

Le programme de l'opération prévoit ainsi la construction d'un lycée agricole avec une zone d'exploitation agricole, d'un lycée polyvalent, d'un collège et d'un internat de 200 places conformément à l'annexe 1 à la présente délibération.

Pour la réalisation de cette opération en marché global de performance, la maîtrise d'ouvrage sera confiée à un mandataire.

Montant à affecter pour la phase Etudes : 18 000 000 € pour un montant total d'opération estimé à 180 000 000 € toutes dépenses confondues, sur le 902 « Enseignement, formation professionnelle et apprentissage », code fonctionnel 24 « Cités scolaires », programme HP 24-001 « Opérations travaux dans les cités scolaires » (124001), action « Rénovation des cités mixtes régionales » (12400108) du budget 2023.

S'agissant de la construction d'une cité scolaire, l'organisation de la maîtrise d'ouvrage et le financement de l'opération sont cadrés dans une convention spécifique avec le Département du Val-d'Oise. En considération de l'effectif des collégiens dans la cité scolaire et des espaces partagés avec les lycéens, la participation du Département est fixée à 20,73% du montant prévisionnel toutes dépenses confondues de l'opération correspondant à un financement de 36,8 M€. Il est ainsi proposé d'autoriser la signature de la convention jointe en annexe 2 à la présente délibération.

2. Rénovation énergétique du lycée Paul Eluard à Saint-Denis (93)

Construit en 1964, l'établissement comprend 9 bâtiments à usage administratif, sportif, d'enseignement, de restauration et de logements de fonction. Il est proposé aux élèves des enseignements pré-BAC (général et technologique) et post-BAC (divers BTS et CPGE).

Inscrite au Plan d'urgence pour les lycées franciliens, l'opération de rénovation énergétique prévoit une réhabilitation de l'ensemble du site, axée sur la performance énergétique globale du lycée (confort thermique, qualité de l'air, durabilité et respect de l'environnement, confort acoustique et visuel), conformément au programme joint en annexe 3 à la présente délibération.

Compte-tenu de ces objectifs de performance énergétique, il est proposé au présent rapport de réaliser les travaux en marché public global de performance dans le cadre d'une procédure avec négociation et de déléguer la maîtrise d'ouvrage à un mandataire régional.

L'association de la maîtrise d'œuvre et des entreprises ouvre ainsi la possibilité de travailler sur un projet qui permettra de confronter les propositions de conception avec la réalité des interventions tant en termes d'innovations techniques qu'en planification et organisation de travaux limités dans le temps et en site occupé. La durée d'exploitation est prévue sur 5 ans.

Montant à affecter pour les travaux de rénovation : une autorisation de programme à hauteur de **39 856 000€** sur le chapitre 902 « Enseignement, formation professionnelle et apprentissage », code fonctionnel 222 « Lycées publics », programme HP 222-001 « Opérations travaux dans les lycées publics » (122001), action « Rénovation des lycées publics » (12200104) ;

Montant à affecter pour la partie Gros Entretien et Réparation (GER) : une autorisation de programme à hauteur de **24 000 €** sur le chapitre 902 « Enseignement, formation professionnelle et apprentissage », code fonctionnel 222 « Lycées publics », programme HP 222-002 « Travaux de maintenance et grosses réparations dans les lycées publics » (122002), action « Grosses réparations dans les lycées publics » (12200201) ;

Montant à affecter pour la partie Exploitation : une autorisation d'engagement à hauteur de **120 000 €** sur le chapitre 932 « Enseignement, formation professionnelle et apprentissage », code fonctionnel 222 « Lycées publics », programme HP 222-006 « Dépenses de gestion associées aux programmes scolaires » (122006), action « Prestations liées aux travaux » (12200602).

L'autorisation de programme disponible sur le programme indiqué ci-dessus étant insuffisante, il a été procédé au transfert suivant sur le budget 2023 :

-un montant de **24 000 €** du chapitre 902 « Enseignement, formation professionnelle et apprentissage », code fonctionnel 222 « Lycées publics », programme HP 222-001 « Opérations travaux dans les lycées publics » (122001), action « Construction des lycées neufs » (12200103) vers le chapitre 902 « Enseignement, formation professionnelle et apprentissage », code fonctionnel 222 « Lycées publics », programme HP 222-002 « Travaux de maintenance et grosses réparations dans les lycées publics » (122002), action « Grosses réparations dans les lycées publics » (12200201).

3. Protocole transactionnel avec la société SARMATES

Par délibérations n° CP 09-607 du 9 juillet 2009, n° CP 16-032 du 22 janvier 2016, n° CP 2019-190 du 22 mai 2019, n° CP 2020-217 du 27 mai 2020, n° CP 2020-468 du 18 novembre 2020, n° CP 2021-026 du 20 janvier 2021 et n° CP 2022-032 du 28 janvier 2022, la Région a voté le lancement de l'opération de restructuration du service de restauration du collège et du lycée de la cité mixte régionale Voltaire à Paris et a affecté des autorisations de programme à hauteur de 7 655 308 €.

La maîtrise d'ouvrage de l'opération était confiée initialement à la Semaest, laquelle a cessé ses activités de maître d'ouvrage délégué courant 2019. L'opération a ainsi été transférée au mandataire régional, Île-de-France Construction Durable par un avenant notifié le 13 mai 2019.

Dans le cadre de la réalisation de l'opération, le marché afférent au lot 2 Charpente métallique, métallerie et couverture a été attribué à la société SARMATES et notifié le 2 mars 2017 pour un montant de 376 383,28 € HT.

Cette entreprise a produit un mémoire en réclamation dans le cadre de l'établissement de son décompte final, estimant avoir subi un préjudice à hauteur de 147 038,45 € HT à la suite de l'allongement significatif du délai de chantier.

La durée initiale des travaux était estimée à 6 mois. Considérant les ajournements de chantier et les prolongations de délais pour aléas, la phase travaux a été portée à 46 mois décomposés comme suit : 24,5 mois de chantier et 21,5 mois d'ajournement. Il a été ainsi constaté une prolongation du délai global de réalisation des travaux de 40 mois.

Les ajournements de travaux ont été prononcés à la suite du délai d'instruction de l'autorisation d'urbanisme liée à la mise en place d'une cantine provisoire complète non prévue initialement au programme ainsi qu'au délai de latence dû au changement de maître d'ouvrage délégué.

Les délais liés à la réalisation des travaux ont été également prolongés au motif d'aléas de chantier résultant de la dégradation du patrimoine existant entre la phase d'études et la phase chantier et du ralentissement des travaux au cours de la période de crise sanitaire subie en 2020.

Après négociation entre les parties, elles se sont accordées sur un montant d'indemnisation à hauteur de 67 723,31 € HT soit 81 267,97 € TTC.

La société SARMATES renonce ainsi à 79 315,14 € HT des indemnités initialement demandées. Le paiement de cette somme sera imputé sur le budget de l'opération confiée au mandataire Île-de-France Construction Durable.

Il est ainsi proposé d'autoriser la signature du protocole transactionnel joint en annexe 4 à la présente délibération.

4. Affectations au titre de l'exécution des opérations relevant du Plan d'urgence pour les lycées franciliens

Il est soumis à la commission permanente l'affectation d'autorisations de programme au titre des études et des travaux dans les EPLE conformément à l'annexe 5 à la présente délibération :

-des autorisations de programme au titre des travaux à hauteur de **69 000 000 €** pour la rénovation globale du lycée Jules Ferry et Georges Cormier à Coulommiers (77) ; **24 000 000 €** pour la rénovation de la demi-pension de la cité mixte régionale Lakanal à Sceaux (92) ;

- des autorisations de programme complémentaires au titre des travaux à hauteur de **710 000 €** pour la restructuration du bâtiment principal et des logements de fonction du lycée Fernand et Nadia Léger à Argenteuil (95) ; **12 185 000 €** pour la restructuration globale avec extension du lycée Adolphe Chérier à Vitry-sur-Seine (94) ; **26 100 €** pour la restructuration ciblée du pôle Sciences de la cité mixte régionale Marie Curie à Sceaux (92) ; **1 950 000 €** pour la restructuration globale du lycée Louise Michel et l'opération ciblée au lycée Langevin Wallon à Champigny-sur-Marne (94) ; **865 000 €** pour l'extension de capacité et la rénovation de la demi-pension du lycée François Couperin à Fontainebleau (77) ;

Soit un montant d'autorisations de programme au titre de l'exécution des opérations inscrites au Plan d'urgence, sur le budget 2023, à hauteur de :

- **84 710 000 €** sur le chapitre 902 « Enseignement, formation professionnelle et apprentissage », code fonctionnel 222 « Lycées publics », programme HP 222-001 « Opérations travaux dans les lycées publics » (122001), action « Rénovation des lycées publics » (12200104) ;

- **24 026 100 €** sur le chapitre 902 « Enseignement, formation professionnelle et apprentissage », code fonctionnel 24 « Cités scolaires », programme HP 24-001 « Opérations travaux dans les cités scolaires » (124001), action « Rénovation des cités mixtes régionales » (12400108) ;

5. Mandat d'études préalables pour le lancement des opérations inscrites au Plan d'urgence

Dans le cadre de la mise en œuvre du Plan d'urgence, la Région accélère le lancement des opérations de modernisation des lycées afin d'offrir aux franciliens des établissements rénovés

d'ici 2027. Cette accélération illustre l'indéfectible volonté de l'exécutif s'agissant de la réussite du Plan d'urgence.

Cet ambitieux programme d'investissement régional en faveur des lycées est enrichi par la mise en œuvre de nouveaux plans (demi-pension, équipements sportifs) et la montée en puissance de la rénovation énergétique (réservation d'un budget à hauteur de 724 millions d'euros) en sus des opérations déjà inscrites.

Considérant ce volume conséquent d'opérations de travaux à planifier par la Région, il convient d'organiser la réalisation des études préalables et de renforcer les moyens pour permettre le passage rapide en phase opérationnelle.

Dans cet objectif, il est proposé de confier un mandat à Île-de-France Construction Durable (IDF CD) pour l'exécution des études préalables au lancement des opérations du Plan d'urgence dont il assurera par la suite la maîtrise d'ouvrage. L'exécution de ce mandat sera réalisée sous contrôle étroit des services du Pôle Lycées.

Cet investissement du mandataire, en amont de la phase opérationnelle, permettra à IDF CD de disposer d'une connaissance approfondie des projets et d'accroître sa maîtrise des risques lors de leur exécution.

Un programme annuel d'opérations sera présenté en commission permanente, accompagné d'une affectation couvrant le montant prévisionnel des études associées.

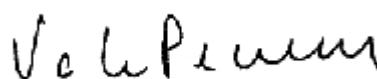
Pour l'année 2024, il est ainsi proposé d'affecter une autorisation de programme à hauteur de **3 200 000 €** sur le chapitre 902 « Enseignement, formation professionnelle et apprentissage », code fonctionnel 222 « Lycées publics », programme HP 222-001 « Opérations travaux dans les lycées publics » (122001), action « Etudes générales lycées publics » (12200101) du budget 2023, conformément à l'annexe 6 à la présente délibération. Le programme annuel pour l'année 2024 sera présenté lors de la prochaine commission permanente.

L'autorisation de programme disponible sur le programme indiqué ci-dessus étant insuffisante, il a été procédé au transfert suivant sur le budget 2023 :

-un montant de **1 200 000 €** du chapitre 902 « Enseignement, formation professionnelle et apprentissage », code fonctionnel 27 « Formation sanitaire et sociale », programme HP 27-001 « Formations sanitaires » (127001), action « Investissement sanitaire – Plan d'urgence santé » (12700103) vers le chapitre 902 « Enseignement, formation professionnelle et apprentissage », code fonctionnel 222 « Lycées publics », programme HP 222-001 « Opérations travaux dans les lycées publics » (122001), action « Etudes générales lycées publics » (12200101).

Je vous prie de bien vouloir en délibérer.

La présidente du conseil régional
d'Île-de-France



VALÉRIE PÉCRESSÉ

PROJET DE DÉLIBÉRATION

DU 17 NOVEMBRE 2023

PLAN D'URGENCE POUR LES LYCÉES FRANCILIENS : DES LYCÉES NEUFS ET RÉNOVÉS POUR TOUS D'ICI 2027 - 7ÈME ANNÉE DE MISE EN ŒUVRE - 6ÈME RAPPORT

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU le code de la commande publique ;

VU le code civil et notamment ses articles 2044 à 2052 ;

VU le code de l'éducation ;

VU le code général des collectivités territoriales ;

VU la loi n°2013-595 du 8 juillet 2013 d'orientation et de programmation pour la refondation de l'école de la République ;

VU la délibération n° CR 72-07 du 27 juin 2007 portant adoption au schéma régional de la formation, initiale et continue, tout au long de la vie 2007-2013 ;

VU la délibération n° CR 06-08 du 27 juin 2008 relative à la mise en œuvre du Schéma régional de la formation, initiale et continue, tout au long de la vie 2007-2013 – Rapport cadre relatif aux politiques éducatives en collèges et lycées ;

VU la délibération n° CP 09-607 du 20 octobre 2011 relative à la mise en œuvre du programme prévisionnel d'investissement (PPI) et du programme prévisionnel de rénovation (PPR) des lycées du budget 2011 – nouvelles opérations ;

VU la délibération n° CR 106-12 du 22 novembre 2012 relative au programme prévisionnel d'investissement 2012-2022 ;

VU la délibération n° CR 80-13 du 26 septembre 2013 relative à la nouvelle ambition pour l'égalité et la réussite de tous les lycéen-ne-s – Le projet éducatif régional ;

VU la délibération n° CP 15-253 du 9 avril 2015 relative aux conventions passées entre la Région Ile-de-France et le Département de Paris relatives à des travaux dans les ensembles immobiliers scolaires du second degré : Gabriel Fauré à Paris 13ème et Janson de Sailly à Paris 16^{ème} ;

VU la délibération n° CP 16-032 du 22 janvier 2016 relative aux travaux dans les cités mixtes régionales de la Région Île-de-France 1^{er} rapport de l'année 2016 ;

VU la délibération n° CR 83-16 du 19 mai 2016 « Un PPI 2016-2022 révisé et renforcé pour faire face à la réalité des besoins » ;

VU la délibération n° CR 2017-59 du 10 mars 2017 relative au plan d'urgence pour les lycées franciliens : des lycées neufs et rénovés pour tous d'ici 2027 ;

VU la délibération n° CP 2019-190 du 22 mai 2019 relative aux travaux dans les cités mixtes régionales de la Région Île-de-France 3^{ème} rapport – budget 2019 ;

VU la délibération n° CP 2020-217 du 27 mai 2020 relative au plan d'urgence pour les lycées franciliens : des lycées neufs et rénovés pour tous d'ici 2027 – 4^{ème} année de mise en œuvre – 3^{ème} rapport ;

VU la délibération n° CP 2020-468 du 18 novembre 2020 relative au plan d'urgence pour les lycées franciliens : des lycées neufs et rénovés pour tous d'ici 2027 – 4^{ème} année de mise en œuvre – 6^{ème} rapport ;

VU la délibération n° CP 2021-026 du 20 janvier 2021 relative au plan d'urgence pour les lycées franciliens : des lycées neufs et rénovés pour tous d'ici 2027 – 5^{ème} année de mise en œuvre – 1^{er} rapport ;

VU la délibération n° CR 2021-012 du 4 février 2021 relative à la revoyure du plan d'urgence pour les lycées franciliens ;

VU la délibération n° CR 2021-038 du 2 juillet 2021 modifiée relative aux délégations de pouvoir du conseil régional à sa Présidente ;

VU la délibération n° CR 2021-039 du 2 juillet 2021 modifiée relative aux délégations d'attributions du conseil régional à sa commission permanente ;

VU la délibération n° CP 2022-032 du 28 janvier 2022 relative au plan d'urgence pour les lycées franciliens : des lycées neufs et rénovés pour tous d'ici 2027 – 6^{ème} année de mise en œuvre – 1^{er} rapport ;

VU la délibération n° CR 2022-078 du 12 décembre 2022 portant révision du règlement budgétaire et financier et règlement relatif aux méthodes comptables et durée d'amortissement ;

VU le budget de la région Île-de-France pour 2023 ;

VU l'avis de la commission des lycées ;

VU l'avis de la commission des finances et des fonds européens ;

VU le rapport n°CP 2023-403 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 :

Approuve le programme d'opération en annexe 1 à la présente délibération pour la construction d'une cité scolaire internationale à Gonesse (95) ;

Approuve la convention spécifique avec le Département du Val-d'Oise en annexe 2 à la présente délibération et relative à l'opération de construction d'une cité scolaire internationale à

Gonesse (95) et autorise la présidente du conseil régional à la signer ;

Article 2 :

Approuve le programme d'opération en annexe 3 à la présente délibération pour la rénovation énergétique du lycée Paul Eluard à Saint-Denis (93) ;

Article 3 :

Approuve le protocole transactionnel avec la société SARMATES en annexe 4 à la présente délibération et autorise la présidente du conseil régional à le signer ;

Article 4 :

Affecte un montant d'autorisation de programme de **124 566 000 €** disponible sur le chapitre 902 « Enseignement, formation professionnelle et apprentissage », code fonctionnel 222 « Lycées publics », programme HP 222-001 « Opérations travaux dans les lycées publics » (122001), action « Rénovation des lycées publics » (12200104) du budget 2023 pour les opérations visées à l'annexe 5 à la présente délibération ;

Article 5 :

Affecte un montant d'autorisation de programme de **24 000 €** disponible sur le chapitre 902 « Enseignement, formation professionnelle et apprentissage », code fonctionnel 222 « Lycées publics », programme HP 222-002 « Travaux de maintenance et grosses réparations dans les lycées publics » (122002), action « Grosses réparations dans les lycées publics » (12200201) du budget 2023 pour l'opération visée à l'annexe 5 à la présente délibération ;

Article 6 :

Affecte un montant d'autorisation de programme de **42 026 100 €** disponible sur chapitre 902 « Enseignement, formation professionnelle et apprentissage », code fonctionnel 24 « Cités scolaires », programme HP 24-001 « Opérations travaux dans les cités scolaires » (124001), action « Rénovation des cités mixtes régionales » (12400108) du budget 2023 pour les opérations visées à l'annexe 5 à la présente délibération ;

Article 7 :

Affecte un montant d'autorisation d'engagement de **120 000 €** disponible sur chapitre 932 « Enseignement, formation professionnelle et apprentissage », code fonctionnel 222 « Lycées publics », programme HP 222-006 « Dépenses de gestion associées aux programmes scolaires » (122006), action « Prestations liées aux travaux » (12200602) du budget 2023 pour l'opération visée à l'annexe 5 à la présente délibération ;

Article 8 :

Approuve le lancement d'un programme d'études préalables des opérations inscrites au Plan d'urgence ;

Affecte en conséquence un montant d'autorisation de programme de **3 200 000 €** disponible sur le chapitre 902 « Enseignement, formation professionnelle et apprentissage », code fonctionnel 222 « Lycées publics », programme HP 222-001 « Opérations travaux dans les lycées publics » (122001), action « Etudes générales lycées publics » (12200101) du budget 2023 pour le programme visé à l'annexe 5 à la présente délibération ;

**La présidente du conseil régional
d'Île-de-France**

VALÉRIE PÉCRESSE

ANNEXES À LA DÉLIBÉRATION

Annexe 1 : Fiche Programme Cité scolaire à Gonesse

Cité Scolaire Internationale Est Val d'Oise située dans la ZAC du triangle de Gonesse

Opération de création d'une cité scolaire à vocation internationale incluant un lycée polyvalent, un lycée agricole, un collège et un internat

Le site et l'accessibilité

La zone d'implantation de la Cité scolaire (CS) se situe sur une ZAC dans un périmètre limité :

- au Sud, par la route D370,
- à l'Ouest, par la route D317 et la Patte d'Oie de Gonesse,
- au Nord, par le chemin de Gonesse à Villepinte et des terres agricoles
- à l'Est, par les autoroutes A1 et A3.

Elle est traversée d'Est en Ouest par la route D170 délimitant un secteur nord et un secteur sud. La ZAC accueillera plusieurs programmes d'aménagement d'envergure régionale dont, sur le secteur nord, une administration d'Etat et un pôle d'attractivité autour de l'alimentation, des circuits courts et de la production agricole de proximité ainsi que la future gare de la ligne 17 prolongée vers l'aéroport de Roissy du Grand Paris express.



Localisation de la future CSI en rouge

Le terrain envisagé pour la CS est situé à la lisière nord de la ZAC, à la hauteur du chemin de Gonesse à Villepinte, face à la Zone Agricole Protégée au nord.

Surface du futur établissement d'environ 4 ha (superficie à stabiliser), auquel il convient d'ajouter une surface de 5 ha réservée à l'enseignement agricole de l'établissement.

Le terrain présente une légère pente du nord au sud.

Construction neuve	ZAC de GONESSE	95
--------------------	----------------	----



La future CS se situe dans le cadre en rouge et la zone agricole en vert

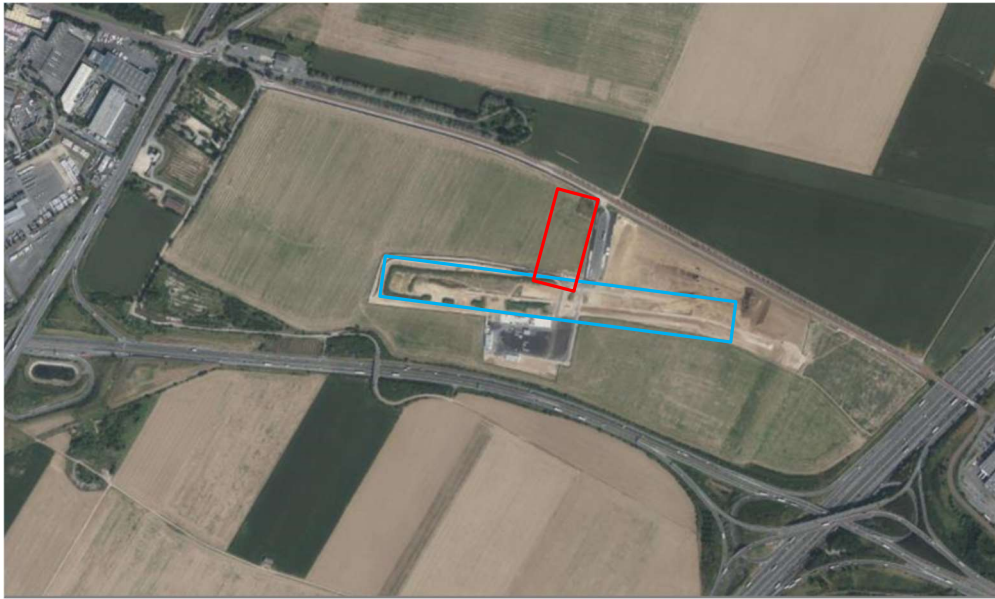
Données du site et état actuel

Moyens d'accès et desserte en transport collectif :

- 5 minutes à pied de la future gare du GPE positionnée au sud (ouverture 2028)
- 20 minutes à pied du centre-ville de Gonesse
- Accessible depuis deux arrêts de bus (vers gare RER D de Villiers-le-Bel - Gonesse - Arnouville)
- Arrêt lignes 22 et 27 Triangle de Gonesse/Patte d'Oie (10 minutes à pied)
- Arrêt BHNS n°20 Fontaine Cypierre (15 minutes à pied)

Il est à noter le chantier de construction du prolongement Nord de la ligne 17 du métro et de la gare dont la livraison est prévue fin 2028. Cette gare est située au Sud de la future CS. Elle constituera donc un point d'accès privilégié pour les usagers de la CS.

L'aménagement de la ZAC prévoit une modification du tracé de la ligne BHNS (Bus à haut niveau de service). Cette ligne passerait sur la partie sud de la cité en contournant la CS et non plus au Nord tel qu'actuel.



Zone de la future gare de métro ligne 17 en bleu

Programme et objectifs de l'opération de construction

L'Etat, représenté par les Ministères de l'Education Nationale et de l'Agriculture, a décidé la création d'une cité scolaire à vocation internationale sur le territoire de la commune de Gonesse. L'opération s'inscrit dans la série de mesures annoncées par le gouvernement dans le cadre du Plan Val d'Oise, visant à redynamiser l'Est du département.

D'un point de vue démographique et sociologique le territoire est marqué par la jeunesse de sa population et les difficultés sociales. On y enregistre par ailleurs une forte pression démographique ayant pour conséquence un besoin de places d'enseignement supplémentaires.

Dans ce contexte, la cité scolaire a été pensée comme une structure d'excellence dédiée au parcours du jeune, de l'enseignement secondaire au post-baccalauréat, combinant une ouverture internationale et une insertion réussie, en cohérence avec son environnement économique.

Ainsi, des formations de l'Education Nationale et de l'Agriculture, tournées vers les métiers de la production agricole et de la restauration sont proposées, avec le postulat d'offrir des formations « de la fourche à la fourchette ».

L'opération de construction regroupera les équipements suivants :

- Un collège de capacité de 600 places,
- Un lycée de 1 715 places avec une zone d'exploitation agricole,
- Un internat de 200 places, ouvert aux lycéens et aux collégiens

Structure pédagogique :

La partie lycée est composée :

- D'un lycée agricole de 318 élèves (dont 56 élèves en filières technologiques et 262 en filières professionnelles)

Construction neuve	ZAC de GONESSE	95
--------------------	----------------	----

- D'un lycée polyvalent relevant du ministère de l'Education Nationale accueillant 1157 élèves en filières générales et technologiques et de 240 élèves en filières professionnelles

Pour le collège, il s'agit de filières d'enseignement général.

L'orientation internationale de l'établissement impliquera la création d'une filière d'excellence avec apprentissage de langues étrangères.

Lieu de vie, d'apprentissage, de travail, d'échanges et de socialisation, le lycée se doit de répondre, par sa conception aux enjeux pédagogiques actuels et à venir, en offrant la plus grande évolutivité et modularité des espaces.

Et la CS a été pensée comme un espace global et offrira de nombreux pôles mutualisés entre les différentes structures. Enfin, la CS s'ouvrira sur la ville grâce à une salle polyvalente et des espaces de sport mais également une boutique et deux restaurants pédagogiques.

Fiche de lot de la ZAC

A la suite de la construction de la gare de métro, l'implantation de la CS constituera la première entité publique présente sur la ZAC. Dans l'attente d'un règlement de ZAC, l'Aménageur a mandaté un cabinet d'études urbaines afin d'élaborer une fiche de lot propre à la CS. Ceci afin de permettre de lancer les études de faisabilité et d'engager le processus de consultation.

Cette fiche de lot formule des prescriptions d'aménagement et de construction. Elle est fortement liée à une réglementation locale qui devra s'adapter aux ambitions affichées d'éco systèmes urbains de la ZAC, et en procédant à des allègements permettant de répondre à des impératifs de fonctionnement d'une CS (sûreté publique, accès à l'établissement, ...).

Il est à noter une liaison nécessaire entre la CS et la zone agricole (pôle production) pour les piétons et les véhicules.



Implantation schématique de la CS dans son environnement, et sa proximité avec la gare (source Aménageur)

Construction neuve	ZAC de GONESSE	95
--------------------	----------------	----

Données urbaines

La CS sera intégrée à terme au sein de la ZAC. L'aménagement de cette dernière est géré par Grand Paris Aménagement.

Sur cette ZAC, le chantier de création du prolongement de la ligne 17 Nord et de la gare est en cours pour une livraison prévue à fin 2028.

La zone occupée par la CS est concernée par le PLU de la ville de Gonesse et s'étend sur la zone du PLU nommée 1AUtdg1 : zone à urbaniser à vocations principales d'activité économique, de loisirs et d'équipements d'intérêt collectif ainsi qu'une sur une zone agricole située au nord de la CS.

Il en est de même du plan OAP, Orientation d'Aménagement et de Programmation, qui demande le respect de certaines règles.

Budget de l'opération et calendrier

Le coût global de l'opération est estimé à 180 M€ TTC, valeur à septembre 2023.

La consultation des entreprises se fera sous la forme d'un marché global de performance MPGP incluant une période de 5 ans d'entretien et de maintenance (coûts non évalués à ce jour).

Livraison prévisionnelle de la Cité Scolaire à la rentrée scolaire de septembre 2027

Annexe 2 : Convention de financement avec le Département du Val-d'Oise

**Convention de mandat de maîtrise d’ouvrage et de participation financière entre le
Département du Val-d’Oise et la Région Île-de-France pour la construction de la cité
scolaire internationale Est Val-d’Oise située à Gonesse**

La Région Île-de-France, dont le siège est situé 2 rue Simone Veil à Saint-Ouen (93400), représentée par sa Présidente, Madame Valérie PECRESSE, dûment habilitée par délibération de la commission permanente n° CP 2023-403 du 17 novembre 2023 ;

ci-après dénommée la "**Région**",

d'une part,

Et

Le Département du Val-d’Oise, dont le siège est situé 2, avenue du Parc à Cergy (95032), représenté par sa Présidente, Madame Marie-Christine CAVECCHI, dûment habilitée par délibération de la commission permanente n° CP [...] du 04 décembre 2023 :

ci-après dénommé le "**Département**",

d'autre part,

APRES AVOIR RAPPELÉ

L’Etat, représenté par les Ministères de l’Education Nationale et de l’Agriculture, a décidé la création d’une cité scolaire à vocation internationale sur le territoire de la commune de Gonesse.

La cité scolaire a été pensée comme une structure d’excellence dédiée au parcours du jeune, de l’enseignement secondaire au post-baccalauréat, combinant une ouverture internationale et une insertion réussie, en cohérence avec son environnement économique.

Ainsi, des formations de l’Education Nationale et de l’Agriculture, tournées vers les métiers de la production agricole et de la restauration sont proposées, avec le postulat d’offrir des formations « de la fourche à la fourchette ».

L’opération de construction regroupera un collège, un lycée polyvalent et un lycée agricole. Cet ensemble appelé « cité scolaire » nécessite la conclusion d’une convention organisant la maîtrise d’ouvrage des travaux nécessaires à sa construction.

L’opération, réalisée en marché global de performance, nécessitera la conclusion ultérieure entre les parties d’une convention assurant l’organisation notamment de la partie fonctionnement, ainsi que le coût d’exploitation et de maintenance de la cité scolaire.

Il a été convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 – Objet de la convention

La présente convention a pour objet de déterminer les conditions dans lesquelles le Département confie à la Région, conformément aux articles L.2422-5 et suivants du Code de la commande publique, la maîtrise d’ouvrage de l’opération de construction d’un collège au sein de la cité scolaire et définit les modalités administratives, techniques et financières de ce mandat.

ARTICLE 2 – Descriptif de l’opération

L’opération prévoit la construction d’une cité internationale neuve pour accueillir les effectifs décrits aux Présentes.

Notamment, il est prévu de construire une cité scolaire accueillant :

- Des locaux administratifs (type : bureau du personnel ; loge d'accueil ; infirmerie ; vie scolaire et sociale ; etc.) et leurs annexes (type : sanitaires ; reprographie ; salle de repos ; archives ; logistique ; etc.) ;
- Des locaux pédagogiques et assimilés à l'enseignement (type : laboratoire ; pôle technologique ; atelier ; etc.) et leurs annexes (type : sanitaires ; etc.)
- Service d'hébergement (type : internat et demi-pension) et leurs annexes ;
- Logements de fonction et leurs annexes ;
- Des locaux de stockage, annexes et voies de circulation ;
- Bâti extérieur et aires extérieures (type : stationnement ; locaux pour vélo, poubelles, stockage, etc. ; préau et assimilé ; espaces verts ; parvis et voies de circulation)
- Equipements sportifs
- Un Internat

ARTICLE 3 – Modalités relatives à la maîtrise d'ouvrage

3-1 - Eléments de la maîtrise d'ouvrage de la Région concourant à l'opération :

Les éléments de maîtrise d'ouvrage se rapportant au collège dont le Département confie la maîtrise d'ouvrage à la Région comprennent notamment :

- Définition des conditions administratives et techniques selon lesquelles l'ouvrage sera étudié et réalisé ;
- Elaboration des études préalables et tout diagnostic nécessaire à la mise en œuvre de l'opération ;
- Elaboration et préparation des dossiers « avant-projet » et « projet » ;
- Passation, signature et suivi du marché global de performance pour assurer la conception-réalisation de l'ouvrage ;
- Conclusion et gestion des marchés de prestation intellectuelle nécessaires au bon suivi du marché global de performance ;
- Gestion administrative, comptable et financière de l'opération ;
- Réception de l'ensemble des ouvrages ;
- Gestion de la garantie de parfait achèvement de l'ensemble des ouvrages nécessaires à l'opération ;
- Action en justice dans les conditions définies à l'article 10 ;
- Etablissement et transmission des éventuels mémoires en cas d'action contentieuse du titulaire du marché global de performance ;
- D'une manière générale, signature de toutes les pièces administratives et toutes démarches administratives nécessaires au bon déroulement de l'opération.

Les services techniques de la Région s'engagent à associer régulièrement les services du Département à l'avancement des études et des différentes phases de travaux dans les conditions précisées à l'article 8 de la présente.

La Région, au titre de la présente convention, déposera les demandes d'autorisations administratives nécessaires à la réalisation des travaux.

Cette opération réalisée par la Région en marché global de performance sera confiée à un maître d'ouvrage délégué. Toutes les pièces contractuelles de cette délégation de maîtrise d'ouvrage devront être communiquées au Département.

Un comité de suivi technique du projet sous le pilotage des services de la Région associera les services du Département à toutes les étapes-clés de mise en œuvre du projet.

3-2 - Descriptif de l'opération :

L'opération de construction s'inscrit dans la série de mesures annoncées par le gouvernement dans le cadre du Plan Val d'Oise, visant à redynamiser l'Est du département où l'on enregistre une forte pression démographique ayant pour effet un besoin de places d'enseignement supplémentaires.

En conséquence, l'opération doit permettre de construire :

1- Une partie Lycée (1715 élèves) composée comme suit

- Un lycée agricole de 318 élèves (56 en filières technologiques et 262 en filières professionnelles)
- Un lycée polyvalent de 1397 élèves (1157 en filières générales et 240 en filières professionnelles)

2- Une partie collège composée comme suit

- Une filière générale de 600 élèves

3- Un internat de 200 lits

3-3 - Echancier prévisionnel :

Le calendrier prévisionnel de l'opération prévoit un démarrage des travaux en 2026 pour une livraison de la cité internationale pour la rentrée scolaire 2027.

ARTICLE 4 – Mise à disposition des ouvrages

Les ouvrages sont remis conjointement aux deux collectivités, dès la date d'effet de la réception des travaux notifiée aux entreprises. Cette mise à disposition fait l'objet d'un procès-verbal signé par les représentants des deux collectivités territoriales.

Dans le cas de remises partielles, celles-ci n'interviendront qu'après les réceptions partielles correspondantes.

Une fois l'ouvrage remis, celui-ci intègre l'ensemble immobilier scolaire, géré par la Région dans le cadre de la convention prévue à l'article L.216-4 du code de l'éducation.

La Région reste responsable de la levée des réserves de réception et de la mise en jeu éventuelle des garanties légales et contractuelles.

Toute mise à disposition ou occupation anticipée d'ouvrage doit faire l'objet d'un constat contradictoire de l'état des lieux

Il appartient à la Région de prendre les dispositions nécessaires vis-à-vis des entreprises dans le cadre du marché global de performance.

ARTICLE 5 – Coût, financement et montant de la participation du Département

5-1 - Montant prévisionnel des travaux :

L'enveloppe financière prévisionnelle, déterminée au stade des études amont (études de faisabilité), est fixée à 180 M € TDC TTC (*toutes dépenses confondues : tous coûts de travaux et équipements (informatique, engins agricoles et mobilier), honoraires, rémunérations et frais divers inclus) toutes taxes comprises*).

Cette enveloppe intègre :

- la part relevant du Département qui comporte la totalité des frais engagés dans le cadre de l'opération collège : frais de concours, frais d'études, travaux ;
- la part relevant de la Région qui comporte la totalité des frais engagés dans le cadre de l'opération lycée : frais de concours, frais d'études, travaux ;

Le cas échéant, elle pourra être révisée par voie d'avenant pour prendre en compte l'éventuel écart de budget lors de la notification du marché global de performance, des travaux supplémentaires et/ou aléas non prévus à ce jour.

Dans ce cas, la révision de la part départementale ne pourra être appelée que dès lors qu'elle concernerait spécifiquement les espaces du collège ou les espaces mutualisés, mais dans ce dernier cas, il sera fait application de la clé de répartition indiquée à l'article 5-2 ci-dessous.

5-2 - Participation du Département :

A partir de la dépense globale prévisionnelle, hors mobilier, estimée à 177.478.127,00 € TDC TTC et au regard de la répartition des surfaces entre la partie collège et lycée, il en résulte un taux de participation arrondi à 20,73%, soit 36,8 M € TDC. Cette participation ne tient pas compte de la part mobilier collège. Dans le cas où la participation départementale, mobilier inclus, dépasse la somme de 36,8 M € TDC, les parties s'engagent à réévaluer la part de la participation financière du Département pour tenir compte de la dépense en mobilier bénéficiant au collège.

Une annexe financière détaille le calcul du coût financier global et de sa répartition (annexe 1).

Dans le cas où les dépenses réelles engagées par la Région s'avèreraient inférieures aux montants initialement prévus, la subvention du Département sera automatiquement révisée, au stade du bilan définitif, en proportion du niveau d'exécution constaté, par application du taux prévu à la présente convention.

Dans le cas où les dépenses réelles engagées par la Région s'avèreraient supérieures aux montants initialement prévus, sauf révision par avenant et le cas prévu au 1^{er} alinéa du présent article, la subvention du Département est plafonnée au montant précisé ci-avant.

ARTICLE 6 – Versement de la participation du Département

L'opération est entièrement retracée sur le budget de la Région, hors augmentation de la TVA, qui inscrit l'ensemble des dépenses à son budget d'investissement sur le chapitre 902 « Enseignement, formation professionnelle et apprentissage », code fonctionnel 24 « Cités scolaires », programme HP 24-001 « Opérations travaux dans les cités scolaires » (124001), action « Rénovation des cités mixtes régionales » (12400108).

Les modalités de versement de la participation financière départementale sont les suivantes :

1. Signature de la convention : 5 %
2. Notification du marché global de performance : 10 %
3. Ordre de service (OS) de démarrage des travaux : 10 %
4. OS de démarrage des travaux + 6 mois : 10%
5. OS de démarrage des travaux + 12 mois: 20%
6. OS de démarrage des travaux + 18 mois: 20%
7. PV de réception des ouvrages : 20 %
8. Le dernier versement du solde du contrat de mandat valant quitus interviendra au plus tard dans les deux mois suivant le quitus donné par le Département à la Région au regard du solde des dépenses réellement exécutées de l'opération.

A chacune des étapes de ces différentes phases, la Région émet un titre de recette correspondant à la part du Département, accompagné des éléments justifiant l'état d'avancement.

Pendant toute la durée du contrat, avant le 31 janvier de chaque année, la région transmettra au Département un compte-rendu de l'avancement de l'opération comportant :

- un bilan comptable des dépenses
- un bilan financier prévisionnel actualisé de l'opération,
- un calendrier prévisionnel actualisé du déroulement de l'opération.

En fin de mission, la région établira et remettra au Département un bilan définitif de l'opération.

ARTICLE 7 – Bilan définitif

7.1 Achèvement de la mission

Le contrat de mandat prendra fin à l'expiration de la période de parfait achèvement par le quitus délivré par le Département à la Région.

Le quitus est délivré à la demande de la Région après exécution complète de ses missions et notamment :

- réception des ouvrages et levée des réserves de réception,
- mise à disposition des ouvrages,
- et reprise des désordres couverts par la garantie de parfait achèvement des ouvrages,
- solde financier des commandes, marchés et contrats,
- établissement du bilan général et définitif financier et comptable de l'opération

Le Département devra notifier sa décision de la Région dans les 15 jours suivant la réception de la demande de quitus. Sans réponse de sa part dans le délai imparti, le quitus sera réputé délivré.

7.2 Bilan définitif

Hors le cas de résiliation de la convention qui est réglé par les dispositions spécifiques de l'article 12 ci-après, les parties conviennent que la mission de la Région s'achève dès lors que l'ensemble des ouvrages a été réceptionné dans les conditions définies à l'article 3 et qu'il a été procédé au règlement du marché global de performance (le *quitus* sera donc réalisé avant *quitus* du marché du maître d'ouvrage délégué mentionné à l'article 3.1).

La Région établit alors le bilan considéré à ce stade définitif de l'opération et le communique au Département.

La mission de la Région prend fin lorsque ce bilan d'opération est approuvé par le Département sous un délai de trois mois à compter de la date de réception par le Département de ce bilan. A défaut, le bilan établi par la Région est réputé accepté.

Le bilan de l'opération doit prendre en compte les éléments suivants :

- L'historique pour chaque année civile des dépenses réglées par la Région ainsi que les versements effectués par le Département à la Région, au titre de leurs parts respectives. Il fait ressortir le cas échéant les sommes restant dues par l'une ou l'autre des collectivités au titre de leurs contributions respectives à l'opération définies à l'article 5 ou dans le cadre d'une modification prévue par avenant conformément à l'article 10 ;
- Etablissement d'un constat des ouvrages destinés au Département : ce constat donne lieu à un procès-verbal qui sert de base à la liquidation des comptes ;
- Réception des ouvrages et levée des réserves de réception ;
- Expiration du délai de garantie de parfait achèvement des ouvrages et reprise des désordres couverts par cette garantie ;
- Remise des dossiers complets définis à l'article 3 ci-dessus ;
- Remise au Département du bilan de fin de mission de l'opération comportant l'état détaillé des dépenses et recettes réalisés, visé par le comptable régional.

La Région et le Département s'engagent à honorer sous délai de six mois à compter de la communication du bilan définitif leurs éventuelles obligations financières au regard de l'exécution de la présente convention.

ARTICLE 8 – Modalités de participation et de contrôle administratif

Le Département sera associé selon les modalités suivantes :

- participation au(x) commission(s) technique(s) préalables au(x) tour(s) de dialogue avec les candidats retenus ;
- participation aux réunions techniques préalables à la validation de l'APD et du PRO.

À cet effet, les dossiers correspondants seront adressés par la Région au Département 7 jours minimum avant chaque réunion de validation, conformément au dispositif de suivi précisé à l'article 3-1. Le Département devra notifier sa décision de la Région ou faire ses observations dans le délai de 7 jours suivant la réception des dossiers. À défaut, son accord sera réputé obtenu.

La région transmettra les décisions de validation (ou de refus) l'APD et du PRO au Département.

- participation au(x) réunion(s) de maîtrise d'ouvrage périodique(s)
- participation à la Commission de sécurité.

La Région adressera copie des procès-verbaux des OPR, des propositions de réception du maître d'œuvre et des décisions de réception (ou de refus) au Département.

La Région adressera copie des constats de levée de réserves au Département.

La Région transmettra, en outre, au Département et sur sa demande :

- les dossiers d'autorisations de construire avec les arrêtés correspondants
- les Dossiers des Ouvrages Exécutés
- le DIUO
- les commandes, contrats et marchés notifiés avec leurs éventuels avenants, ordres de services et décisions.

La Région transmettra, si elle le peut, également tout document administratif ou technique concernant l'opération au Département sur demande de ce dernier.

ARTICLE 9 – Assurances

La Région fait son affaire de la souscription des polices d'assurances, y compris dommages-ouvrages.

ARTICLE 10 – Capacité d'ester en justice

Au titre de l'opération faisant l'objet de la présente convention, la capacité d'ester en justice est dévolue à la Région.

D'une manière générale, la Région assure le règlement de tout litige lié aux travaux de construction ou de réhabilitation.

Les actions en garantie biennale et décennale sont menées par la Région.

ARTICLE 11 – Modification de la convention

Toute modification de la convention ayant une incidence financière fait l'objet d'un avenant adopté préalablement par les assemblées délibérantes des deux collectivités.

ARTICLE 11 – Durée de la convention

La présente convention prend effet à compter de sa signature par l'ensemble des parties.

Sauf résiliation dans les conditions fixées à l'article 12, elle prend fin dès lors que les deux collectivités ont rempli leurs obligations financières respectives après communication du bilan définitif de

l'opération définie à l'article 6.

ARTICLE 12 – Résiliation

Dans le cas d'un motif légitime et sérieux invoqué par l'une ou l'autre partie, la résiliation de la présente convention peut intervenir sous réserve du respect d'un préavis de six mois.

La résiliation ne peut être effective qu'après le règlement financier des sommes réellement engagées par la Région et le cas échéant restitution des sommes versées par le Département qui n'ont donné lieu, par la Région, à aucun paiement.

Dans le cas de non-obtention des autorisations administratives pour une cause autre que la faute de la Région, la résiliation peut intervenir à l'initiative de l'une ou l'autre des parties.

ARTICLE 13 – Litiges

Les litiges éventuels qui n'auront pu recevoir de solution amiable seront déférés au Tribunal administratif territorialement compétent.

ANNEXES

Annexe 1 : Cout global prévisionnel de l'opération et répartition financière

Fait en deux exemplaires originaux

A Cergy, le

Pour le Département

A Saint-Ouen, le

Pour la Région Île-de-France

ANNEXE 1 : COUT GLOBAL PREVISIONNEL DE L'OPERATION ET REPARTITION FINANCIERE

Gonesse - Cité scolaire

Partie collège

600 élèves

TOTAL 2315 élèves

Partie lycée

1715 élèves

lycée

collège

partagé

N		Local	N FT	Programme		Projet Programme			
				Nb	S.Unit	S.Tot	Nb	S.Unit	S.Tot
Enseignement						11498 m²			
Enseignement général						3680 m²			
Enseignement général lycée						1908 m²			
1	Salles banales 35 pl		1	11	60 m²	660 m²			
2	Salles banales classe active 35 pl		1	5	72 m²	360 m²			
3	Salle banale 35 pl à proximité du pôle sciences		1	1	78 m²	78 m²			
4	Salles banales 30 pl		1	7	54 m²	378 m²			
5	Salles banales groupe 18 pl à 24 pl		1	3	42 m²	126 m²			
6	Salles banales groupe classe active 18 pl à 24 pl		1	2	54 m²	108 m²			
7	Salles multimédia 18 élèves/18 postes informatique		1	1	60 m²	60 m²			
8	Salles informatique 35 élèves / 35 postes		1	1	90 m²	90 m²			
9	Dépôt		2	4	12 m²	48 m²			
Enseignement général collège						896 m²			
10	Salles banales (type I bis) 32 pl		1	2	80 m²	160 m²			
11	Salles banales (type 1) 32 pl		1	11	60 m²	660 m²			
12	Salle banale dédiée ULIS 16 pl		1	1	60 m²	60 m²			
13	Dépôt		2	2	8 m²	16 m²			
Pôle langues						876 m²			
14	Salles banales 35 pl		1	8	60 m²	480 m²			
15	Salles banales groupe 18 pl - 24 pl		1	5	42 m²	210 m²			
16	Salles banales groupe classe active 18 pl - 24 pl		1	3	54 m²	162 m²			
17	Dépôt		2	2	12 m²	24 m²			
Enseignement scientifique						2585 m²			
Physique chimie lycée						750 m²			
18	Salles de cours physique chimie 35 pl		3	3	66 m²	198 m²			
19	Salle de TP physique 28 places		4	1	100 m²	100 m²			
20	Salle de TP physique 18 places		4	1	78 m²	78 m²			
21	Salle de TP chimie 28 places		4	2	100 m²	200 m²			
22	Salle de TP chimie 18 places		4	1	78 m²	78 m²			
23	Labo de préparation physique chimie		5	2	36 m²	72 m²			
24	Salle de collection physique chimie		6	1	24 m²	24 m²			
SVT - biologie écologie lycée						614 m²			
25	Salle de cours SVT 35 places		3	3	66 m²	198 m²			
26	Salle de TP SVT 28 places		4	2	100 m²	200 m²			
27	Labo de préparation SVT		5	1	36 m²	36 m²			
28	Salle de TP SVT 18 places		4	2	78 m²	156 m²			
29	Salle de collection SVT		6	1	24 m²	24 m²			
Biotechnologie, microbiologie, biochimie						613 m²			
30	Salle de cours biotechnologie 35 places		3	1	78 m²	78 m²			
31	Labo de TP biotechnologie 18 places		7	1	110 m²	110 m²			
32	Labo de TP biochimie 14 pl		7	1	90 m²	90 m²			
33	Labo de TP microbiologie 14 pl		7	1	90 m²	90 m²			
34	Salle d'ensemencement		8	1	12 m²	12 m²			
35	Salle de stérilisation		9	2	18 m²	36 m²			
36	Salle d'analyse instrumentale - 9 pl		10	1	30 m²	30 m²			
37	Labo de préparation biotechnologie et microbiologie		11	1	60 m²	60 m²			
38	Chambre froide microbiologie		12	1	12 m²	12 m²			
39	Dépôt microbiologie		2	1	10 m²	10 m²			
40	Salle de collection biochimie		5	1	25 m²	25 m²			
41	Dépôt poudres non toxiques		2	1	12 m²	12 m²			
42	Vestiaire SAS élèves accès labo TP		13	2	12 m²	24 m²			
43	Vestiaire SAS préparateurs		13	1	12 m²	12 m²			
44	Local déchets		41	1	12 m²	12 m²			
Sciences et technologie collège						560 m²			
45	Salles banales (type 1) 32 pl		1	2	60 m²	120 m²			
46	Salles de sciences et technologie (type 2) 32 pl		3b	3	80 m²	240 m²			
47	Salle d'expérimentation		14	1	60 m²	60 m²			
48	Atelier de classe 64 pl		3b	1	100 m²	100 m²			
49	Salles de collection et de préparation		5	2	20 m²	40 m²			
Locaux partagés sciences						48 m²			
50	Dépôt produits chimiques dangereux		15	2	12 m²	24 m²			
51	Dépôt produits chimiques inflammables		15	2	12 m²	24 m²			
Enseignement artistique						306 m²			
52	Salle d'arts appliqués lycée 30 pl		16	1	100 m²	100 m²			
53	Salle d'arts plastiques collège 32 pl		16	1	80 m²	80 m²			
54	Dépôt arts plastiques / arts appliqués		2	2	18 m²	36 m²			
55	Salle de musique collège 32 pl		16	1	80 m²	80 m²			
56	Dépôt musique		2	1	10 m²	10 m²			
Enseignement technologique Services						89 m²			
Pôle hôtelier						89 m²			
57	Chambre d'application (PMR)		18	1	34 m²	34 m²			
58	Salle TP lancement 12 p		19	1	40 m²	40 m²			
59	Salle entretien du linge		20	1	15 m²	15 m²			
Enseignement technologique Production						3391 m²			
Sciences de l'Ingénieur						226 m²			
60	Salle de cours / TP SI		21	1	130 m²	130 m²			
61	Salle de TP SI		21	1	72 m²	72 m²			
61	Bureau - dépôt		22	1	24 m²	24 m²			
Pôle production						557 m²			
61	Enseignement								
61	Salle cours - TP - lancement 19 pl		1	1	40 m²	40 m²			

62	one lavage des mains		1					
63	Vestiaires élèves (2 groupes)	24	3	15 m²	45 m²			
64	Sanitaire élèves	25	1	8 m²	8 m²			
65	Atelier	27						
66	Administration / Gestion de l'exploitation							
67	Bureau chef d'exploitation	22	1	18 m²	18 m²			
68	Bureau secrétariat / comptabilité	22	2	12 m²	24 m²			
69	Espace détente - travail partagé	23	1	12 m²	12 m²			
70	Vestiaires douche des salariés (2 salariés)	24	2	6 m²	12 m²			
71	Sanitaire adultes	25	1	8 m²	8 m²			
72	Espace produits							
73	one de nettoyage /espace tri et conditionnement	28	1	40 m²	40 m²			
74	one de conditionnement	28	1	50 m²	50 m²			
75	one de Stockages et circulation	29	1	150 m²	150 m²			
76	Atelier, garages et stockages							
77	Atelier	27	1	150 m²	150 m²			
78	Hangar	27b	1					
79	Production							
80	Tunnel de production		8					
Pôle primeur et commerce alimentaire				225 m²				
81	Boutique pédagogique	30	1	90 m²	90 m²			
82	Espace cafet' pédagogique	31	1	20 m²	20 m²			
83	Stockage pédagogique	2	1	30 m²	30 m²			
83	Sanitaires clients	25	1	4 m²	4 m²			
84	Plonge vaisselle	32	1	10 m²	10 m²			
85	Local matériel d'entretien	33	1	6 m²	6 m²			
86	Salle de TP /cours / lancement 14 pl	1	1	30 m²	30 m²			
87	Vestiaires élèves (2 groupes)	24	2	15 m²	30 m²			
88	Local déchets (évacuation cageots,...)	41	1	5 m²	5 m²			
Pôle transformation				419 m²				
89	Cuisine de production 14 p	34	1	80 m²	80 m²			
90	one de transformation et de conditionnement		1	215 m²	215 m²			
91	dont one de réception / stockage	35	1					
92	dont one de déconditionnement	36	1					
93	dont Légumerie	36	1					
94	dont Plonge batterie	32	1					
95	dont laboratoire de transformation	38	1					
96	dont salle autoclave	38	1					
97	dont one de conditionnement	39	1					
98	Chambres froides produits finis	40	1	15 m²	15 m²			
99	Stockage matériel	2	1	15 m²	15 m²			
100	Local déchets	41	1	5 m²	5 m²			
101	Vestiaires douche élèves (2 groupes)	24	2	20 m²	40 m²			
102	Sanitaires élèves	25	1	8 m²	8 m²			
103	Vestiaires sanitaires douche professeurs (2 prof)	24	1	11 m²	11 m²			
104	Salle de TP /cours/ lancement 14 pl	1	1	30 m²	30 m²			
105	one entretien du linge							
106	one entretien des locaux							
107	Stockage matériel d'entretien							
Lab culinaire				240 m²				
108	Génie industriel contrôle qualité		1	100 m²	100 m²			
109	dont one 1 - analyse	42						
110	one 1.1 - analyse sensorielle							
111	one 1.2 - analyse physico chimique / microb							
112	dont one 2 - Génie industriel et transfo aliment	44						
113	Cuisine expérimentale 14 pl	45	1	60 m²	60 m²			
114	Salle TP lancement 14 pl	1	2	40 m²	80 m²			
Pôle restauration				1377 m²				
115	Cuisine d'application n°1	46	1	100 m²	100 m²			
116	Office n°1	47	1	50 m²	50 m²			
117	Salle restaurant n°1	48	1	75 m²	75 m²			
118	Cuisine d'application n°2	46	1	100 m²	100 m²			
119	Office n°2	47	1	50 m²	50 m²			
120	Salle restaurant n°2	48	1	75 m²	75 m²			
121	Cuisine d'application n°3	46	1	117 m²	117 m²			
122	Office n°3	47	1	50 m²	50 m²			
123	Salle restaurant n°3	48	1	100 m²	100 m²			
124	Accueil clientèle	50	1	60 m²	60 m²			
125	Sanitaires clientèle	25	1	12 m²	12 m²			
126	Atelier préparations préliminaires	49	1	50 m²	50 m²			
127	Cuisine de conditionnement							
128	Laverie plonge	32	1	22 m²	22 m²			
129	Réserves	2	1	25 m²	25 m²			
130	Salle de technologique 24 pl	52	2	50 m²	100 m²			
131	Salle de technologique 24 pl	52	1	50 m²	50 m²			
132	Salle des BTS 24 pl	1	2	50 m²	100 m²			
133	Local déchet	41	1	10 m²	10 m²			
134	Vestiaires douche élèves	24	6	20 m²	120 m²			
135	Sanitaires élèves	25	3	8 m²	24 m²			
136	Local casiers et rangement malettes	53	1	65 m²	65 m²			
137	Vestiaires sanitaires douche professeurs (6 prof)	24	2	11 m²	22 m²			
Locaux partagés enseignement professionnel et technologique				287 m²				
138	Salle de cours 28 pl	1	2	54 m²	108 m²			
139	Salle de cours 18 pl	1	1	42 m²	42 m²			
140	Bureau du magasinier	22	1	12 m²	12 m²			
141	Réception des marchandises	35	1	15 m²	15 m²			
142	Stockage économat Chanbres Froides	53	1	30 m²	30 m²			
143	Stockage économat denrées stockage neutre	54	1	30 m²	30 m²			
144	Stockage économat cave à vins	55	1	20 m²	20 m²			
145	Stockage économat matériel	56	1	20 m²	20 m²			
146	Stockage économat produits d'entretien	106	1	10 m²	10 m²			

Dir Del à la Formation Professionnelle et Technologique					60 m²			
147	Bureau DDFPT / Directeur en charge des formations	22	2	18 m²	36 m²			
148	Assistant	22	1	12 m²	12 m²			
149	Reprographie / Dépôt	57	1	12 m²	12 m²			
Enseignement sportif					1447 m²			
Pôle sportif cité scolaire					1352 m²			
150	Hall	62	1					
151	Loge	58	1	20 m²	20 m²			
152	Sanitaire	25	1	4 m²	4 m²			
153	Salle de sport - Pratique de la musculation	59	1	200 m²	200 m²			
154	Grande salle semi-spécialisée	60	1	396 m²	396 m²			
155	Petite salle semi-spécialisée	60	1	180 m²	180 m²			
156	Salle banale 35 pl	1	1	60 m²	60 m²			
157	Réserve matériels salle de musculation	2	1	18 m²	18 m²			
158	Réserve matériels salles de sport	2	2	36 m²	72 m²			
159	Réserve matériels sports extérieurs	2	1	24 m²	24 m²			
160	Bureau / vestiaires / sanitaires profs	61	1	36 m²	36 m²			
161	Vestiaires élèves lycée	24	8	24 m²	192 m²			
162	Sanitaires PMR élèves Filles / Gar ons	24	6	8 m²	48 m²			
163	Douches élèves Filles / Gar ons batterie	24	8	12 m²	96 m²			
164	Local de ménage	33	1	6 m²	6 m²			
Pôle sport collège					95 m²			
159	Réserve matériels sports extérieurs collège	2	1	25 m²	25 m²			
164	Vestiaires - sanitaires élèves collège	24	2	35 m²	70 m²			
Vie scolaire et sociale					3214 m²			
Centre de Documentation et d Information					695 m²			
Centre de documentation et d Information lycée					520 m²			
165	one ouverte							
166	Accueil numérique	70	1	5 m²	5 m²			
167	Espace documentalistes 2 postes	70	1	11 m²	11 m²			
168	Espace travail individuel et en groupe	70	1	164 m²	164 m²			
169	Agora	70	1	8 m²	8 m²			
170	Fabriques 4 à 6 personnes	70	2	12 m²	24 m²			
171	Fabriques 6 à 8 personnes	70	1	13 m²	13 m²			
172	Salle eb radio	69b	1	15 m²	15 m²			
172	Salle eb TV	69b	1	15 m²	15 m²			
173	one protégée							
174	Espace travail individuel et en groupe	71	1	157 m²	157 m²			
175	Espace lecture	71	1	18 m²	18 m²			
176	one spécialisée							
177	Salle d'éducation aux médias	73	1	60 m²	60 m²			
178	Annexes							
179	Bureau Psy-EN	22	1	15 m²	15 m²			
180	Dépôt	2	1	15 m²	15 m²			
Centre de documentation et d Information collège					175 m²			
181	Salle de documentation et d'information	70	1	120 m²	120 m²			
182	Bulle d'autonomie	68	1	35 m²	35 m²			
183	Dépôt	2	1	20 m²	20 m²			
Locaux d accueil					809 m²			
Accueil cité scolaire					32 m²			
184	Loge cité scolaire 2 p	58	1	32 m²	32 m²			
Salle de conférence					332 m²			
185	Espace d'attente salle	62b	1					
186	Salle de conférence / spectacles	63	1	295 m²	295 m²			
187	Dépôt	2	1	15 m²	15 m²			
188	Local technique électrique	65	1	6 m²	6 m²			
189	Sanitaires de proximité	25	2	8 m²	16 m²			
Accueil lycée					262 m²			
190	Hall	62	1	250 m²	250 m²			
191	Bagagerie internat	153	1					
192	Circulation intérieure	64	1					
193	Loge C	25	1	4 m²	4 m²			
194	Sanitaires de proximité	25	1	8 m²	8 m²			
Accueil collège					183 m²			
195	Hall	62	1	150 m²	150 m²			
196	Bagagerie internat	153	1					
197	Circulation intérieure	64	1					
198	Espace de médiation / café des parents		1	25 m²	25 m²			
199	Sanitaires de proximité	25	1	8 m²	8 m²			
Vie scolaire Professeurs					514 m²			
Vie scolaire professeurs lycée					365 m²			
200	Salle des enseignants	66	1	155 m²	155 m²			
201	Espace casiers	67	1	24 m²	24 m²			
202	Bureaux des enseignants	68	7	12 m²	84 m²			
203	Bureaux des enseignants	68	3	18 m²	54 m²			
204	Reprographie	57	1	18 m²	18 m²			
205	Sanitaires de proximité	25	1	30 m²	30 m²			
Vie scolaire professeurs collège					149 m²			
206	Salle des enseignants	66	1	85 m²	85 m²			
207	Bureaux des enseignants	68	2	20 m²	40 m²			
208	Vestiaires douche professeurs d' EPS	61	1	12 m²	12 m²			
209	Sanitaires de proximité	25	1	12 m²	12 m²			
Vie scolaire Encadrement					653 m²			
Vie scolaire lycée					519 m²			
210	Accueil vie scolaire	80	1	20 m²	20 m²			
211	Bureau des surveillants	80	4	18 m²	72 m²			
212	Bureau des CPE	22	4	18 m²	72 m²			
213	Salles de permanence et de devoirs surveillé	1	1	130 m²	130 m²			
214	Salles de permanence et de devoirs surveillé	1	1	60 m²	60 m²			

215	Salles de travail	68	4	18 m²	72 m²			
216	Salle environnement numérique de travail	1	1	30 m²	30 m²			
217	Bureau développeur de l'apprentissage	22	1	15 m²	15 m²			
218	Salle MLDS/MGI	1	1	36 m²	36 m²			
219	Bureau coordinateur MLDS/MGI	22	1	12 m²	12 m²			
Vie scolaire collège					134 m²			
220	Bureau des surveillants	80	1	15 m²	15 m²			
221	Bureau des CPE	22	2	12 m²	24 m²			
222	Salles de permanence	1	1	95 m²	95 m²			
Vie scolaire Elèves					380 m²			
Vie scolaire élèves lycée					280 m²			
223	Grand foyer - cafétéria	69	1	100 m²	100 m²			
224	Petit foyer	69	1	40 m²	40 m²			
225	Salles associatives - clubs	69b	6	18 m²	108 m²			
226	Dépôt du grand foyer cafétéria	2	1	24 m²	24 m²			
227	Dépôt du petit foyer	2	1	8 m²	8 m²			
Vie scolaire élèves collège					100 m²			
228	Maison des élèves	69	1	100 m²	100 m²			
229	Sanitaires RdC	26						
Service médico-social					163 m²			
Infirmierie lycée					87 m²			
230	Espace d'attente	62b	1	6 m²	6 m²			
231	Bureau infirmières	22	1	18 m²	18 m²			
232	Salle de soins	81	1	15 m²	15 m²			
233	Salle de repos	82	2	10 m²	20 m²			
234	Sanitaires et douche PMR	25	1	4 m²	4 m²			
235	Bureau du médecin	22	1	12 m²	12 m²			
236	Bureau de l'assistante sociale	22	1	12 m²	12 m²			
Infirmierie collège					76 m²			
237	Espace d'attente	62b	1	6 m²	6 m²			
238	Salle de soins + Infirmierie (bureau médical)	81	1	20 m²	20 m²			
239	Salle de repos	82	1	10 m²	10 m²			
240	Sanitaire-douche	25	1	4 m²	4 m²			
241	Bureau de l'assistante sociale	22	1	12 m²	12 m²			
242	Bureau du psychologue	22	1	12 m²	12 m²			
243	Bureau du référent handicap	22	1	12 m²	12 m²			
Administration et logistique					1754 m²			
Administration générale					519 m²			
Bureaux administratifs					290 m²			
244	Espace(s) d'attente(s)	62b	2	6 m²	12 m²			
245	Bureau chef d'établissement EPLE CMR	22	1	24 m²	24 m²			
246	Bureau chef d'établissement EPLE FPA	22	1	24 m²	24 m²			
247	Bureau du proviseur adjoint EN	22	1	18 m²	18 m²			
248	Bureau du directeur adjoint EPLE FPA	22	1	18 m²	18 m²			
249	Bureau du principal adjoint	22	1	18 m²	18 m²			
250	Bureau du secrétaire général	22	1	18 m²	18 m²			
251	Secrétariat de direction CMR 1 poste + accueil élèves	22b	1	18 m²	18 m²			
252	Secrétariat de direction EN 2 postes + accueil élèves	22b	1	24 m²	24 m²			
253	Secrétariat de direction EPLE FPA 2 postes + accueil élè	22b	1	24 m²	24 m²			
254	Bureau intendant adjoint ou gestionnaire adjoint	22	1	12 m²	12 m²			
255	Secrétariat d'intendance 3 postes + recevant les élèves	22b	1	30 m²	30 m²			
256	Secrétariat d'intendance 1 poste	22	1	12 m²	12 m²			
257	Salle des coffres	2b	1	10 m²	10 m²			
258	Local rangement / fournitures	2	1	10 m²	10 m²			
259	Bureau directeur CFA/CFPPA	22	1	18 m²	18 m²			
260	Bureau du directeur chef d'exploitation	22						
Locaux de réunions					126 m²			
261	Salle du conseil 35 p	74	1	72 m²	72 m²			
262	Salle de réunion 20 p	74	1	42 m²	42 m²			
263	Dépôt scan bac et coffre fort	2	1	12 m²	12 m²			
Réserves, Archives, Logistique					103 m²			
264	Sanitaires de proximité	25	1	18 m²	18 m²			
265	Local d'archives vivantes	75	1	45 m²	45 m²			
266	Reprographie	57	1	12 m²	12 m²			
267	Espace tisanerie	23	1	6 m²	6 m²			
268	Local informaticien	22	1	10 m²	10 m²			
269	Coordinateur informatique	22	1	12 m²	12 m²			
Service entretien et maintenance					528 m²			
Ateliers - stoc age					188 m²			
270	Bureau agent chef	22	1	12 m²	12 m²			
271	Atelier de maintenance	85	1	54 m²	54 m²			
272	Atelier entretien espaces verts	86	1	25 m²	25 m²			
273	Réserve lycée	2	1	12 m²	12 m²			
274	Réserve collège	2	1	15 m²	15 m²			
275	Magasin lycée	87	1	30 m²	30 m²			
276	Magasin collège	87	1	30 m²	30 m²			
277	Réserve produits dangereux	15	1	10 m²	10 m²			
Détente, vestiaires, douches agents					70 m²			
278	Local détente des agents	88	1	30 m²	30 m²			
279	Locaux vestiaires - douches	24	2	20 m²	40 m²			
Locaux de ménage entretien					270 m²			
280	Réserve générale produits d'entretien	89	1	12 m²	12 m²			
281	Réserve générale matériel d'entretien	89	1	18 m²	18 m²			
282	Local buanderie / nettoyage vêtements de service	90	1	24 m²	24 m²			
283	Locaux ménage répartis par étage	33	30	6 m²	180 m²			
284	Local poubelle tampon réparti	41	6	6 m²	36 m²			
Locaux transversaux généraux					707 m²			
Locaux de brassage VDI					51 m²			
285	Répartiteur général	91	1	15 m²	15 m²			

286	Sous-répartiteurs	92	6	6 m²	36 m²		
Réserves, stoc s, archives mortes					40 m²		
287	Archives mortes	75	1	40 m²	40 m²		
Sanitaires					616 m²		
288	Blocs sanitaires adultes répartis	25	12	8 m²	96 m²		
289	Blocs sanitaires élèves répartis	25	12	8 m²	96 m²		
290	Blocs sanitaires élèves généraux RdC lycée	26	7	40 m²	280 m²		
290	Blocs sanitaires élèves spécifiques RdC lycée	26	3	11 m²	33 m²		
291	Blocs sanitaires élèves généraux RdC collège	26	2	50 m²	100 m²		
291	Blocs sanitaires élèves spécifiques RDC collège	26	1	11 m²	11 m²		
Services d hébergement					7520 m²		
Demi-pension					2210 m²		
Cuisine et annexes Type I					603 m²		
292	Réception - décartonnage	101	1	12 m²	12 m²		
293	Vestiaires - sanitaires du personnel	102	2	15 m²	30 m²		
294	Salle de repos des agents	103	1	20 m²	20 m²		
295	Bureau du chef	104	1	12 m²	12 m²		
296	Réserve épicerie	105	1	57 m²	57 m²		
297	Réserve matériel et produits d'entretien	106	1	19 m²	19 m²		
298	Réserve vaisselle et ustensiles	107	1	16 m²	16 m²		
299	Réserves frigorifique denrées brutes	108	1	50 m²	50 m²		
300	1er traitement (déconditionnement légumerie)	109	1	25 m²	25 m²		
301	Préparations froides	110	1	50 m²	50 m²		
302	Préparations chaudes	111	1	82 m²	82 m²		
303	Plonge - batterie	112	1	35 m²	35 m²		
304	Laverie - vaisselle et stockage vaisselle propre	113	1	85 m²	85 m²		
305	Réserve vaisselle propre	114	1	20 m²	20 m²		
306	Local déchets	115	1	60 m²	60 m²		
307	Locaux techniques (eau, air, froid)	116	1	30 m²	30 m²		
308	Circulations cuisine (10%)	121					
Salle à manger lycée					986 m²		
309	Attente intérieure	122	1	60 m²	60 m²		
310	Distribution	123	1	130 m²	130 m²		
311	one salad'bar	124	1	15 m²	15 m²		
312	Salle à manger élèves	125	1	744 m²	744 m²		
313	one de pré-tri	127	1	20 m²	20 m²		
314	Sanitaires de proximité	128	1	12 m²	12 m²		
315	Local ménage	129	1	5 m²	5 m²		
Salle à manger collège					446 m²		
316	Distribution	123	1	55 m²	55 m²		
317	one salad'bar	124	1	10 m²	10 m²		
318	Salle à manger élèves	125	1	324 m²	324 m²		
319	one de pré-tri	127	1	10 m²	10 m²		
320	Sanitaires de proximité	128	1	12 m²	12 m²		
321	Attente intérieure	122	1	35 m²	35 m²		
Salle à manger convives lycée collège					175 m²		
321	Salle à manger adultes	126	1	155 m²	155 m²		
322	Salle d'hôtes	130	1	20 m²	20 m²		
Internat					3559 m²		
Chambres					2284 m²		
321							
323	Unité 1 collège						
324	Chambre de 3 lits	140	6	24 m²	144 m²		
325	Chambre PMR	141	1	16 m²	16 m²		
326	Bloc sanitaire	143	6	6 m²	36 m²		
327	Unité 2 collège						
328	Chambre de 3 lits collège	140	6	24 m²	144 m²		
329	Chambre PMR collège	141	1	16 m²	16 m²		
330	Bloc sanitaire collège	143	6	6 m²	36 m²		
331	Unité 3 lycée						
332	Chambre de 3 lits	140	4	24 m²	96 m²		
333	Chambre PMR	141	1	16 m²	16 m²		
334	Bloc sanitaire	143	4	6 m²	24 m²		
335	Unité 4 lycée						
336	Chambre individuelle	142	12	9 m²	108 m²		
337	Chambre PMR	141	1	16 m²	16 m²		
338	Bloc sanitaire	143	4	6 m²	24 m²		
339	Unité 5 lycée						
340	Chambre individuelle	142	24	9 m²	216 m²		
341	Chambre PMR	141	1	16 m²	16 m²		
342	Bloc sanitaire	143	8	6 m²	48 m²		
343	Unité 6 lycée						
344	Chambre individuelle	142	30	9 m²	270 m²		
345	Bloc sanitaire	143	10	6 m²	60 m²		
346	Unité 7 lycée						
347	Chambre de 3 lits	140	4	24 m²	96 m²		
348	Chambre PMR	141	1	16 m²	16 m²		
349	Bloc sanitaire	143	4	6 m²	24 m²		
350	Unité 8 lycée						
351	Chambre individuelle	142	12	9 m²	108 m²		
352	Chambre PMR	141	1	16 m²	16 m²		
353	Bloc sanitaire	143	4	6 m²	24 m²		
354	Unité 9 lycée						
355	Chambre individuelle	142	24	9 m²	216 m²		
356	Chambre PMR	141	1	16 m²	16 m²		
357	Bloc sanitaire	143	8	6 m²	48 m²		
358	Unité 10 lycée						
359	Chambre individuelle	142	30	9 m²	270 m²		
360	Bloc sanitaire	143	10	6 m²	60 m²		
361							

362	Chambre surveillant collège	141	2	13 m²	26 m²			
364	Chambre surveillant lycée	141	6	13 m²	78 m²			
Détente et études					674 m²			
365	Petite salle travail /études/ambiance calme 4 internes	68	3	12 m²	36 m²			
366	Petite salle travail /études/ambiance calme 8 internes	68	3	18 m²	54 m²			
367	Petite salle travail /études/ ambiance calme 12 internes	68	3	24 m²	72 m²			
		1						
368	Grande salle d'études lycée		2	54 m²	108 m²			
369	Grande salle d'études collège	1	1	78 m²	78 m²			
370	Foyer cafétéria lycée	69	2	100 m²	200 m²			
371	Office cafétéria	146	1	12 m²	12 m²			
372	Dépôt foyer	2	1	12 m²	12 m²			
373	Salle de projection TV	147	1	54 m²	54 m²			
374	Foyer des collégiens	69	1	40 m²	40 m²			
375	Sanitaires élèves filles / gar ons	25	2	4 m²	8 m²			
Encadrement					18 m²			
376	Bureau surveillant CPE	22	1	18 m²	18 m²			
Logistique					232 m²			
377	Vestiaires sanitaires du personnel d'entretien	24	2	8 m²	16 m²			
378	Lingerie internat	90	1	50 m²	50 m²			
379	Espace laverie buanderie des élèves	150	1	35 m²	35 m²			
380	Dépôt linge réparti (1 par étage)	2	3	6 m²	18 m²			
381	Local stockage mobilier	87	1	10 m²	10 m²			
382	Local ménage général	89	1	12 m²	12 m²			
383	Local ménage réparti (1/2unités)	33	3	6 m²	18 m²			
384	Sanitaires généraux	26	2	18 m²	36 m²			
385	Local poubelles internat	164	1	12 m²	12 m²			
386	Sous répartiteur VDI	92	1	10 m²	10 m²			
387	Local répartiteur général	91	1	15 m²	15 m²			
infirmierie					34 m²			
388	Infirmierie / salle de soins	81	1	15 m²	15 m²			
389	Chambre malade	82	2	7 m²	14 m²			
390	Sanitaire douche PMR	25	1	5 m²	5 m²			
Logements					191 m²			
391	Logement assistants en langues / artiste en résidence F4	160	1	90 m²	90 m²			
392	Logement assistants en langues / artiste en résidence F5	160	1	101 m²	101 m²			
Accueil					126 m²			
393	Hall de l'internat	152	1	40 m²	40 m²			
394	Loge veilleur de nuit	58	1	18 m²	18 m²			
395	Sanitaires adultes	25	2	4 m²	8 m²			
396	Bagagerie lycée	153	1	50 m²	50 m²			
397	Bagagerie collège	153	1	10 m²	10 m²			
Logements					1751 m²			
398	Logements de fonction F4	160	14	90 m²	1260 m²			
			4	90 m²	360 m²			
399	Hall d'entrée avec boîtes aux lettres	161	1					
400	Circulation parties communes	162	1					
401	Local poussettes et vélos	163	1	29 m²	29 m²			
402	Local déchets tri sélectif	164	1	12 m²	12 m²			
SURFACES UTILES					23986 m²			

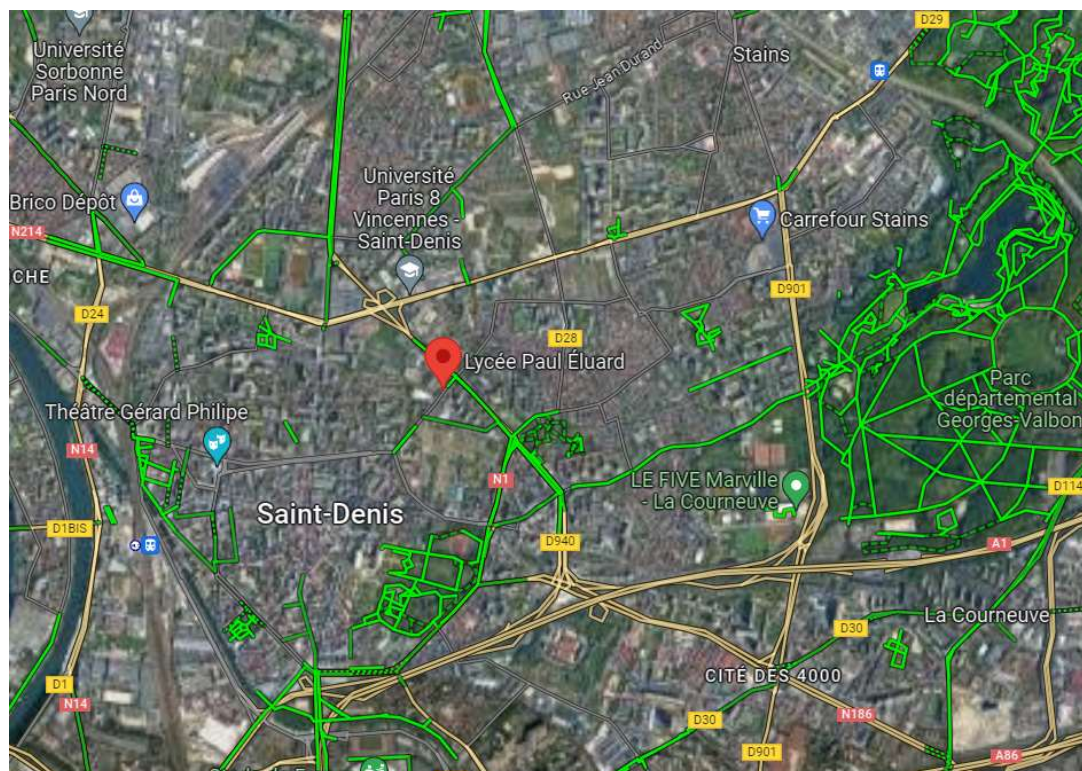
Autres surfaces				66869 m²			
Annexes b ties				1555 m²			
Locaux déchets				65 m²			
403	Local déchets général	164	1	30 m²	30 m²		
404	Local déchets de proximité cuisines pédagogiques	164	1	10 m²	10 m²		
405	Stockage déchets exploitation	164	1				
8	Récup eau pluviale - local tech et cuve stockage	165	1	25 m²	25 m²		
Préaux - Abris couverts				695 m²			
407	Lycée						
408	Préaux lycée	166	1	345 m²	345 m²		
409	Espace abrité accès à la demi-pension lycée	166	1	50 m²	50 m²		
410	Collège						
411	Préaux collège	166	1	280 m²	280 m²		
412	Espace abrité accès à la demi-pension collège	166	1	20 m²	20 m²		
Pôle production				350 m²			
413	Hangar	27b	1	350 m²	350 m²		
414	Stockage outils travail du sol, semis et plantation						
415	Stockage outils de traction et de transport						
416	Stockage équipements divers						
417	Tunnel de production		8				
Stationnement couvert				445 m²			
418	Cité scolaire						
419	Garage véhicule de l'établissement	168	3	18 m²	54 m²		
420	Logements de fonction						
421	Garages logements de fonction	168	18	18 m²	342 m²		
422	Local vélos logements de fonction	169	1	29 m²	29 m²		
423	Internat						
424	Local vélos internat	170	1	20 m²	20 m²		
Aires extérieures				65314 m²			
Parvis et espaces détente des élèves				4648 m²			
422	Cité scolaire						
423	Parvis extérieur collège et lycée	171	1	463 m²	463 m²		
424	Lycée						
425	Parvis intérieur lycée	171	1	170 m²	170 m²		
426	Cour des lycéens	171	1	1715 m²	1715 m²		
427	Jardin pédagogique lycée	171	1	70 m²	70 m²		
428	Collège						
429	Auvent accès principal collège	171	1	30 m²	30 m²		
430	Cour des collégiens	171	1	2200 m²	2200 m²		
431	Internat						
432	Parvis internat	171	1		100 m²		
433	Auvent internat	171	1		30 m²		
Par ings				7530 m²			
402	Internat		5	25 m²	125 m²		
434	Cité scolaire		10	25 m²	250 m²		
435	Parking des enseignants, personnel et visiteurs	474	252	25 m²	6300 m²		
436	Parking deux roues motorisées	171	1	45 m²	45 m²		
437	Parking véhicules de l'établissement	171	4	25 m²	100 m²		
437	Aire de dépose des cars scolaires	171	4				
438	Lycée						
439	Parking boutique et restaurants	171	15	25 m²	375 m²		
440	Abri vélos lycée	170	343				
441	Collège						
442	Abri vélos collège	170	1	60 m²	60 m²		
443	Logements de fonction						
444	Parking logements de fonction	171	18	25 m²	450 m²		
Aires logistique				2700 m²			
445	Aires de livraison	171					
446	dont desserte demi-pension				1000 m²		
447	dont desserte maintenance atelier / magasin				300 m²		
448	dont desserte économat pôle enseigt pro et techno et boutique				500 m²		
449	dont desserte internat				300 m²		
450	dont cour de service collège				500 m²		
451	Aire stockage des encombrants	171			100 m²		
Exploitation agricole				50000 m²			
452	Exploitation one pédagogique		1	50000 m²	50000 m²		
453	dont tunnels, construct. modul, stockages,		1				
454	aire de livraison / nettoyage	171	1				
455	stationnement véhicules 5 pl	171	5				
456	aire de compostage	171	1				
457	récupération des eaux de pluie	165	1				
Aire de compostage				20 m²			
458	Aire de compostage demi-pension	171	1	10 m²	10 m²		
459	Aire de compostage déchets verts (hors exploitation)	171	1	10 m²	10 m²		
Aires de sport cité scolaire				1664 m²			
460	Aire d'évolution sportive	171	1	1056 m²	1056 m²		
461	Aire d'évolution sportive	171	1	608 m²	608 m²		
Aires de sport collège				1452 m²			
462	Plateau EPS et aire d'athlétisme collège	171	1	1452 m²	1452 m²		
AUTRES SURFACES				66869 m²			

Annexe 3 : Fiche Programme Lycée Paul Eluard à Saint-Denis

PAUL ELUARD	Saint-Denis 15-17 avenue Jean Moulin 93800 Saint-Denis	93
-------------	---	-----------

Rénovation thermique

Plan d'implantation régionale et photo aérienne



Vue aérienne du lycée – Source : Google Earth

- Bâtiment J (administration)
- Bâtiment A (GRETA)
- Bâtiment G (enseignement général)
- Bâtiment E et F (gymnases)
- Bâtiment L (loge)
- Bâtiment R (restauration)
- Bâtiment S (enseignement scientifique)
- Bâtiment T (enseignement technique)

Données du site actuel

Adresse	15-17 avenue Jean Moulin, 93 800 Saint-Denis
Surface SHON	27 436 m ² SHON
Surface chauffée	17 460 m ² chauffée*
Etages	Bât A : R+3 / Sous-sol, Bât E : RDJ / RDC Bât F : R+1 Bât G : R+3 / Sous-sol, Bât J : R+1, Bât L : R+1 / Sous-sol, Bât R : R+1, Bât S : R+4 / Rez-de-jardin, Bât T : R+2
Année de construction	1964 Bâtiments J et L : 1993
Classification incendie	ERP type R, X, N - 2 ^{ème} Catégorie
Occupation	Enseignement et logements Personnel : 270 Elèves : 1 690

Bâtiment	Usages fonctionnels
Bâtiment J	Administration du site
Bâtiment G, R, S et T	Enseignement et restauration
Bâtiment A	Bâtiment dédié aux logements dans les trois niveaux supérieurs, le rez-de-chaussée est dédié au GRETA
Bâtiment L	Loge de la gardienne et logements
Bâtiment E et F	Bâtiments réservés aux gymnases

PAUL ELUARD	Saint-Denis 15-17 avenue Jean Moulin 93800 Saint-Denis	93
-------------	---	-----------

RENOVATION THERMIQUE

1. OBJECTIFS

La Région Ile-de-France a décidé de réaliser la rénovation thermique du lycée Paul Eluard à Saint-Denis par l'intermédiaire de la procédure du marché global de performance énergétique. L'objectif principal de cette réhabilitation est donc axé sur la performance énergétique globale. L'opération comprend la conception et la réalisation des travaux **sur l'ensemble du périmètre du lycée**, suivies d'une phase d'exploitation. L'opération devra respecter les exigences de chantier vert.

Cette rénovation doit permettre de parvenir aux objectifs suivants :

- Confort thermique pour les occupants du lycée (ponts thermiques faibles, phénomène de paroi froide minimisé, courants d'air frais supprimés, etc.) avec une consommation énergétique conventionnelle plus ambitieuse que la réglementation thermique en vigueur sur l'existant ;
- Qualité de l'air intérieur : amélioration de la qualité sanitaire aéraulique des locaux en termes d'enjeu de santé publique ;
- Durabilité et respect de l'environnement : choix des matériaux et équipements pour une pérennité de l'ouvrage, des installations et une facilité de la maintenance future ;
- Confort acoustique : minimiser les nuisances acoustiques principalement au niveau des nouveaux équipements installés ;
- Confort visuel : éclairage des locaux optimisé, favoriser l'éclairage naturel en diminuant les phénomènes d'éblouissement ;

Le lycée sera occupé pendant la période des travaux, les logements également. Durant les travaux, il s'agira de :

- Planifier et organiser les différentes interventions dans les locaux du lycée pour assurer le maintien du fonctionnement de l'établissement et la sécurité des personnes pendant toute la durée du chantier (phasage, mise en place de bâtiments démontables...) ;
- Éviter toute perturbation concernant les élèves et les occupants des logements ;
- Respecter les conditions nécessaires pour la sécurité des occupants du lycée et des logements.

Un programme de rénovation a été réalisé.

2. EXIGENCES PERFORMANTIELLES

L'opération permettra d'étudier, concevoir et réaliser les mesures d'efficacité énergétique nécessaires à l'atteinte des objectifs de performance définis dans le programme performanciel (en termes énergétique, environnemental, confort et santé des occupants, durabilité et qualité d'usage).

3. EXPLOITATION

Le projet comprend l'entretien, l'exploitation, la maintenance des installations techniques de façon à garantir la performance énergétique, pendant une durée qui sera définie contractuellement dans le marché.

Cette opération intègre le suivi et le pilotage de la performance énergétique en application d'un protocole de mesure et vérification également convenu contractuellement.

Le marché devra assurer l'exploitation des équipements techniques des bâtiments du lycée dans sa totalité, selon des contrats de type P2 et P3 :

- P2 : maintenance préventive et curative (mise en route, arrêt ; réglage ; contrôles de combustion, disconnecteur, ramonage...)
- P3 : Renouvellement programmé des équipements, garantie totale pièces et mains d'œuvres

3. LES MONTANTS

Montant prévisionnel de l'opération, toutes dépenses confondues est estimé à 40 M€ TTC qui se décomposent de la manière suivante :

- AP travaux : **39 856 000 € TTC**
- AE exploitation : **120 000 € TTC**
- GER : **24 000 € TTC**

Procédure de consultation : MPGP en procédure avec négociation

Annexe 4 : Protocole transactionnel avec la société SARMATES

CP 2023-403

Plan d'urgence pour les lycées franciliens : des lycées neufs et rénovés pour tous d'ici
2027 - 7ème année de mise en œuvre 6^{ème} rapport

Annexe 4 : Protocole d'accord transactionnel avec la société SARMATES
consulter au Secrétariat Général du Conseil Régional

Annexe 5 : Récapitulatif des affectations

Action	Numéro de rapport	Dossier - Code	Dossier	Type de décision	Montant proposé de la décision	Type d'opération - Code	Année de l'enveloppe	Code de l'enveloppe	Ligne de l'enveloppe	Chapitre	Fonction	Programme	Action
TOTAL					169 936 100,00 €								
12200101 - Etudes générales lycées publics	CP2023-403	D2300912	ETUDES PREALABLES PPI - MANDAT IDFC	Affectation	3 200 000,00 €	OPP	2 023	HP222-001	1	902 - Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	222 - Lycées publics	22001 - Opérations travaux dans les lycées publics	12200101 - Etudes générales lycées publics
12200104 - Rénovation des lycées publics	CP2023-403	D1100453	PPR 2011 94 VITRY SUR SEINE LYCEE ADOLPHE CHERIOUX	Affectation	12 185 000,00 €	OPP	2 023	HP222-001	1	902 - Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	222 - Lycées publics	22001 - Opérations travaux dans les lycées publics	12200104 - Rénovation des lycées publics
12200104 - Rénovation des lycées publics	CP2023-403	D1400158	95 ARGENTEUIL LYC FERNAND ET NADIA LEGER DEMOLITION/RECONSTRUCTION DU BATIMENT PRINCIPAL	Revalorisation	710 000,00 €	OPP	2 023	HP222-001	1	902 - Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	222 - Lycées publics	22001 - Opérations travaux dans les lycées publics	12200104 - Rénovation des lycées publics
12200104 - Rénovation des lycées publics	CP2023-403	D1500184	94 CHAMPIGNY MICHEL ET WALLON RG RESTRUCT GLOBALE	Revalorisation	1 950 000,00 €	OPP	2 023	HP222-001	1	902 - Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	222 - Lycées publics	22001 - Opérations travaux dans les lycées publics	12200104 - Rénovation des lycées publics
12200104 - Rénovation des lycées publics	CP2023-403	D1700225	77 FONTAINEBLEAU LYC FRANCOIS COUPERIN EXTENSION CAPACITE ET RENOV DEMI PENSION	Revalorisation	865 000,00 €	OPP	2 023	HP222-001	1	902 - Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	222 - Lycées publics	22001 - Opérations travaux dans les lycées publics	12200104 - Rénovation des lycées publics
12200104 - Rénovation des lycées publics	CP2023-403	D1900443	RENOV GLO FERRY ET CORMIER COULOMMIERS 77	Affectation	69 000 000,00 €	OPP	2 023	HP222-001	1	902 - Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	222 - Lycées publics	22001 - Opérations travaux dans les lycées publics	12200104 - Rénovation des lycées publics
12200104 - Rénovation des lycées publics	CP2023-403	D2300868	93 ST DENIS LYC PAUL ELUARD RENOVATON THERMIQUE	Affectation	39 856 000,00 €	OPP	2 023	HP222-001	1	902 - Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	222 - Lycées publics	22001 - Opérations travaux dans les lycées publics	12200104 - Rénovation des lycées publics
12200104 - Rénovation des lycées publics	Sous-total				124 566 000,00 €								
12200201 - Grosses réparations dans les lycées publics	CP2023-403	D2300868	93 ST DENIS LYC PAUL ELUARD RENOVATON THERMIQUE	Affectation	24 000,00 €	OPP	2 023	HP222-002	1	902 - Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	222 - Lycées publics	22002 - Travaux de maintenance et grosses réparations dans les lycées	12200201 - Grosses réparations dans les lycées publics
12200602 - Prestations liées aux travaux	CP2023-403	D2300868	93 ST DENIS LYC PAUL ELUARD RENOVATON THERMIQUE	Affectation	120 000,00 €	OPP	2 023	HP222-006	1	932 - Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	222 - Lycées publics	22006 - Dépenses de gestion associées aux programmes scolaires	12200602 - Prestations liées aux travaux
12400108 - Rénovation des cités mixtes régionales	CP2023-403	D1000616	PPI/PPR 2010-92 SCEAUX CMR MARIE CURIE	Affectation	26 100,00 €	OPP	2 023	HP24-001	1	902 - Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	24 - Cités scolaires	24001 - Opérations travaux dans les cités scolaires	12400108 - Rénovation des cités mixtes régionales
12400108 - Rénovation des cités mixtes régionales	CP2023-403	D2000036	92 SCEAUX LAKANAL RENOVATION DP	Affectation	24 000 000,00 €	OPP	2 023	HP24-001	1	902 - Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	24 - Cités scolaires	24001 - Opérations travaux dans les cités scolaires	12400108 - Rénovation des cités mixtes régionales
12400108 - Rénovation des cités mixtes régionales	CP2023-403	D2300806	95 GONESSE CITE SCOLAIRE CONSTRUCTION	Affectation	18 000 000,00 €	OPP	2 023	HP24-001	1	902 - Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	24 - Cités scolaires	24001 - Opérations travaux dans les cités scolaires	12400108 - Rénovation des cités mixtes régionales
12400108 - Rénovation des cités mixtes régionales	Sous-total				42 026 100,00 €								

TOTAL PART INVESTISSEMENT	169 816 100,00 €
TOTAL PART FONCTIONNEMENT	120 000,00 €